

II

p. 9.2.

Notes sur une conversation avec M. Rasminsky,
un des conseillers de la Délégation canadienne de
l'Assemblée Générale de l'U.N.O.

M. Rasminsky, avec qui je me suis longuement entretenu hier à la réception offerte par l'Ambassadeur de Chine aux délégués de l'U.N.O., à laquelle notre Ministre avait bien voulu me faire convier, est un brillant économiste qui jusqu'en 1940 a fait partie du Secrétariat de la Société des Nations, à Genève.

Depuis quelque temps il est un des fonctionnaires supérieurs de la Banque du Canada. C'est à titre de représentant de cet institut d'émission qu'après avoir été à Bretton Wood, où il a joué un rôle très actif, et à San Francisco, il est venu ici.

Notre conversation a roulé surtout sur la collaboration possible de la Suisse aux organismes techniques affiliés aux Nations Unies. Quant aux deux organismes issus de la Conférence de Bretton Wood, qui sont ceux qui l'ont intéressé le plus et qu'il connaissait le mieux, il a déclaré que notre collaboration serait non seulement très volontiers acceptée, mais qu'elle était en fait ardemment souhaitée. Etant donné l'importance de la Suisse comme centre financier et la réputation presque sans égale de sa stabilité monétaire, elle pourrait en effet saboter toute l'œuvre de Bretton Wood, si telle était l'intention de son Gouvernement et de sa Banque Nationale. M. Rasminsky, qui se disait du reste sûr du contraire, m'a fait cette déclaration pour me montrer à quel point son désir et celui de ses collègues de voir la Suisse adhérer à ces deux organismes était sincère parce que très nettement intéressé. La collaboration de la Suisse serait à cet égard facilitée puisque les Soviets s'étaient jusqu'à présent tenus à l'écart du fonds monétaire et de la banque internationale issus de Bretton Wood, sous le prétexte qu'ils n'avaient pas encore eu le temps de les étudier à fond.

./.

- 2 -

M. Rasminsky souhaitait aussi que la Suisse pût bientôt être admise comme membre de l'organisation agricole et de celle qui doit naître des délibérations de cet été à Washington sur le commerce ~~int~~érieur et la lutte contre le chômage. Il déplorait, comme l'avait déploré du reste dans une conversation antérieure Sir Frederic Leith-Ross, le veto soviétique qui nous en écartait pour le moment.

M. Rasminsky, qui connaît très bien notre pays pour y avoir vécu de longues années, s'intéresse vivement à notre attitude à l'égard des Nations Unies; il regrettait que notre neutralité nous empêchât d'adhérer sans réserve à la Charte de San Francisco; il nous comprenait cependant, tant en raison des traditions de notre pays qu'à cause du caractère de la Charte, au sujet de laquelle il ne m'a pas caché que l'on faisait de très sérieuses réserves dans son pays. En attendant, me dit-il, il faut voir si les Nations Unies devaient vraiment ^{constituer} ~~créer~~ un organisme international pour le maintien de la paix, comme il le souhaitait, ou si la Charte de San Francisco ne devait servir qu'à déguiser la politique impérialiste de quelques grandes puissances. Pour le moment, le Gouvernement du Canada réservait son opinion à ce sujet.

M. Rasminsky, qui en un mot souhaité ardemment notre collaboration à tous les organismes techniques gravitant autour des Nations Unies, ne croyait pas que pour le moment nous puissions espérer concilier notre adhésion à la Charte de San Francisco avec le maintien de notre neutralité.

Comme M. Rasminsky a bien voulu m'inviter à déjeuner la semaine prochaine avec quelques membres de sa délégation qui, me dit-il, vouent un intérêt particulièrement vif à notre pays, j'aurai sans doute à revenir dans des notes ultérieures sur cette première conversation avec lui.

Rappard

Londres, le 1er février 1946.